



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 – 2454 du 11 décembre 2025**

**portant modification des conditions d'exploiter  
une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent  
pour le compte de la société CENTRALE ÉOLIENNE DE DEMANGE-AUX-EAUX (CEDE)  
sur le territoire de la commune de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT**

**Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011, modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014-4025 du 28 novembre 2014, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-643 du 24 mars 2016 et par l'arrêté complémentaire n°2016-2257 du 11 octobre 2016, autorisant la société CENTRALE ÉOLIENNE DE DEMANGE-AUX-EAUX à exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT ;

**VU** les suivis environnementaux réalisés par l'exploitant en 2019, 2020 et 2021 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la Dreal Grand Est, relatif à l'examen des suivis environnementaux susvisé, référencé SV/2025-506 en date du 9 octobre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, porté à la connaissance du demandeur par lettre recommandée en date du 6 novembre 2025, réceptionnée le 10 novembre 2025 ;

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le pétitionnaire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi chiroptérologique de 2019 (rapport de janvier 2020) pour le parc éolien de la société CENTRALE ÉOLIENNE DE DEMANGE-AUX-EAUX (CEDE) sur le territoire de la commune de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT est réalisé avec un bridage préventif ;

**CONSIDÉRANT** que, malgré ce bridage, le suivi de la mortalité de 2019 (rapport de février 2020) pour le parc éolien de la société CEDE met en évidence un impact significatif sur les chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que, de ce fait, l'exploitant a mis en place en 2020, suite à ces résultats, un bridage plus pertinent pour réduire la mortalité engendrée par le parc éolien ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi environnemental de 2021 montre l'efficacité de ce bridage (mortalité chiroptère nulle) ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-14 du Code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 dudit Code ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de pérenniser cette mesure de réduction de l'impact en faveur des chiroptères ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'arrêté**

Les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés portant autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pour le compte de la société CENTRALE ÉOLIENNE DE DEMANGE-AUX-EAUX (CEDE) sur le territoire de la commune de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT, sont complétées et modifiées par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux**

L'exploitant met en place la mesure suivante de réduction de l'impact en faveur des chiroptères, à savoir un arrêt de toutes les machines du parc pour les critères suivants (cumulés) :

- Période : du 01/04 au 15/10 de l'année
- Seuil vent : vitesse inférieure à 4,5 m/s
- Seuil température : supérieure à 12 °C
- Période nocturne : 1 h avant le coucher / 1 h après le lever

### **Article 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de cet arrêté complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet pour y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement ;

4° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative de Nancy dans les délais prévus à l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente informe le bénéficiaire de la décision afin de lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L 411-6 et L 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

#### **Article 5 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- l'Inspecteur des installations classées (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, division Meuse de l'unité départementale 54/55),
- le maire de la commune de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

\* à titre de notification, à :

– Monsieur Louis EL-ALLAM, chargé d'affaires gestion d'actif éolien, représentant la société CENTRALE ÉOLIENNE DE DEMANGE-AUX-EAUX (CEDE) ;

\* à titre d'information, à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand-Est,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement
- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de COMMERCY.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture



Christian ROBBE-GRILLET